



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

10 novembre 2023

LE CHEF DE L'ETAT PREND PART À RIYAD AU PREMIER SOMMET AFRIQUE-ARABIE SAOUDITE



L'arrivée de Faure Gnassingbé à Riyad

Lomé, 10 nov. (ATOP) - Le président de la République, Faure Gnassingbé prend part ce 10 novembre 2023 à Riyad au premier sommet Afrique-Arabie Saoudite à l'invitation du Roi d'Arabie Saoudite, Salman Bin Abdelaziz Al Saoud.

Cette rencontre internationale de haut niveau qui rassemble les chefs d'Etat et de gouvernement vise à explorer les nouvelles opportunités de

partenariat et discuter des enjeux régionaux et mondiaux.

Le président de la République et ses pairs examineront les progrès réalisés sur la base des accords bilatéraux et multilatéraux de partenariat entre les pays africains et le Royaume d'Arabie Saoudite. Ils réaffirmeront, à cet effet, la nécessité de renforcer les mécanismes de coopération dans tous les domaines d'intérêt commun, notamment la consolidation de la paix et de la sécurité, l'économie, la transition technologique et le développement durable.

Le président de la République saisira l'occasion pour échanger avec les autorités saoudiennes sur des sujets d'ordre bilatéral. Le Togo et le Royaume d'Arabie Saoudite entretiennent d'excellentes relations d'amitié et de coopération à travers le Fonds saoudien de développement, la Banque islamique de développement et le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement.

Les deux pays sont membres de l'Organisation de la coopération islamique dont le siège se trouve à Djeddah en Arabie Saoudite.

ATOP/TD (source : communiqué de la Présidence)

NOUVELLES DES PREFECTURES

KLOTO/EDUCATION :

TROIS BATIMENTS SCOLAIRES RECEPTIONNES A LAVIE-PENIEL, NYIVEME ET KLAVE

Kpalimé, 10 nov. (ATOP)- Trois bâtiments scolaires ont été réceptionnés, les 9 et 10 novembre, à l'Ecole primaire publique (EPP) de Lavié-Péniel dans la commune de Kloto 2 ainsi qu'à l'EPP de Nyivémé groupe B et à l'EPP Klavè dans la commune de Kloto 1.



Les blocs de latrines



Le bâtiment dans un village

Ces infrastructures ont été réalisées dans le cadre du Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base au Togo (PAQEEB). Il s'agit pour chacune des localités, d'un bâtiment de trois classes, d'un bureau et magasin et de deux blocs de latrines pour filles et garçons (chacune comprenant trois cabines de WC). Les salles de classe sont équipées de 90 tables bancs en raison de 30 par classe, 5 chaises et bureau du directeur. Chaque bâtiment et blocs de latrines est doté d'une rampe d'accès.

Le préfet de Kloto, Assan Koku Bertin a précisé qu'avec ces ouvrages, c'est une preuve que les plus hautes autorités du pays font de l'éducation, un des leviers du développement. Le préfet a remercié les partenaires de l'éducation qui accompagnent l'Etat dans la mise en œuvre de tous ces projets.

« L'école, dans la conception de l'Etat, aujourd'hui est la propriété de la communauté et tout ce que l'Etat fait pour l'école, il le fait pour la communauté », a dit le directeur régional de l'Education Plateaux-ouest, Alpha Kao Mollah. Il a rappelé que le développement de tout pays passe par l'éducation, précisant qu'avec ce bâtiment, les élèves dans ces localités seront éduqués dans un cadre sécurisé et dans de bonnes conditions. Il a invité tous les acteurs à une gestion rationnelle de ces infrastructures.

Les inspecteurs des enseignements du préscolaire et du primaire de Kloto Nord et Sud, les chefs des villages, le maire de Kloto 2, Le proviseur du lycée de Kpodzi ont assisté à la cérémonie de réception.

Le PAQEEB est co-financé par le Partenariat mondial de l'éducation (PME) avec administration des fonds par la Banque mondiale et l'Etat togolais. Il utilise l'approche communautaire, par le transfert des compétences aux communautés à la base via les CVD, les APE et les COGEP.

Ce projet, dans les Plateaux-ouest, prend en compte la construction de 21 EPP réparties en deux phases. La phase 1 va construire 14 bâtiments scolaires de 42 salles de classes munis de 14 bureaux et magasins ainsi que 28 blocs de latrines. La deuxième phase prend en compte, 7 bâtiments de 21 salles de classes munies de 7 bureaux et magasins et 14 blocs de latrines. ATOP/AYH/AJA

OGOUI/REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE :

50 FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE REÇOIVENT DES APPUIS FINANCIERS

Atakpamé, 10 nov. (ATOP) - Cinquante femmes victimes de violences basées sur le genre, identifiées dans quatre préfectures des Plateaux notamment Anié, Haho, Kloto et Ogou ont reçu chacune une enveloppe financière de 80. 000 FCFA le jeudi 9 novembre.

Ce geste provient du ministère en charge de la Promotion de la Femme avec l'appui financier de l'ambassade de France au Togo dans le cadre de la mise en œuvre du projet Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants (FSPI). Cet appui va être utilisé par ces femmes identifiées dans les préfectures par les centres d'écoute pour créer des Activités génératrices de revenus (AGR) ou renforcer celles déjà entreprises.



Les bénéficiaires, donateurs et officiels

Pour aider ces femmes bénéficiaires à faire bon usage et à rentabiliser les dons reçus dans le cadre de leur réinsertion socio-économique, elles ont été formées sur la gestion des AGR et surtout sur l'épargne. Il est également prévu des visites aux femmes sur leur lieu de travail afin de s'assurer d'une part de l'effectivité des activités entreprises et d'autre part de leur apporter un appui technique et des conseils afin de les aider à mieux gérer leurs AGR.

Le directeur régional de l'Action sociale des Plateaux, Dodji Kokouvi Ahé et la chargée d'études à la direction générale du genre et de la promotion de la femme, Mme Atcholé Hodalo ont indiqué que les femmes sont majoritairement victimes de violences du fait de leur situation de pauvreté. Ils ont souligné que du fait que ces femmes n'ont pas de pouvoir économique par manque de moyens de production et financiers pour mener des AGR, elles sont livrées à la merci des hommes qui les traitent comme ils veulent.



M. Ahé remettant l'enveloppe à une bénéficiaire handicapée

Le préfet de l'Ogou, Akakpo Edmond Edoh a, au nom des bénéficiaires témoigné sa gratitude au ministère en charge de la Promotion de la Femme et à ses partenaires techniques et financiers pour cette action au profit des femmes victimes de violences. Il a souligné que l'indépendance économique des femmes permet de lutter contre l'exploitation, la discrimination et le non-respect de leurs droits. Il a exhorté les bénéficiaires à une bonne utilisation et gestion des fonds reçus pour sortir de leur état de vulnérabilité.

ATOP/KKT/BV

TONE/ REINSERTION SOCIO- ECONOMIQUE DES FEMMES VICTIMES DES VBG : **DES FEMMES BENEFICIENT DES ENVELOPPES FINANCIERES**

Dapaong, 10 nov. (ATOP) - Le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation en partenariat avec l'ambassade de France au Togo a remis des enveloppes financières à 76 femmes de la région des Savanes victimes des Violences basées sur le genre (VBG), le vendredi 10 novembre à Dapaong.

Cette remise s'inscrit dans le cadre du projet «Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) » qui ambitionne accompagner 500 femmes victimes

vulnérables des centres d'écoute du Togo. L'objectif est d'appuyer les femmes victimes de violences basées sur le genre en vue de leur réinsertion socio-économique.



Le préfet Tchimbiandja remet symboliquement une enveloppe à une bénéficiaire

Chaque femme a bénéficié d'un appui financier de 80 000 F CFA dans le but d'entreprendre une Activité génératrice de revenus (AGR) pour sortir de la précarité et assurer son autonomie financière tout en contribuant à la bonne marche de son foyer.

La veille de la remise, les bénéficiaires ont renforcé leurs capacités sur la gestion des AGR, la gestion des conflits conjugaux et le dialogue parents-enfants.

Afin d'aider les femmes bénéficiaires à faire bon usage et à rentabiliser les dons reçus dans le cadre de leur réinsertion socio-économique, il est prévu un suivi-accompagnement des bénéficiaires par les responsables des centres d'écoute. Il s'agit d'effectuer des visites aux femmes sur leur lieu de travail pour s'assurer de l'effectivité des activités et d'apporter un appui technique et des conseils aux femmes

Le préfet de Tône, Tchimbiandja Yendoukoa Douiti a témoigné sa reconnaissance au gouvernement et à l'ambassade de France au Togo pour leur soutien financier aux femmes. Pour lui, « l'autonomisation économique des femmes non seulement est porteuse d'impacts positifs sur leurs conditions de vie mais aussi joue un rôle décisif en mobilisant le potentiel qu'elles recèlent pour promouvoir le développement durable et réduire la pauvreté ».



Officiels et bénéficiaires

de la pauvreté, la discrimination et le non-respect de leurs droits humains fondamentaux. ATOP/BBG/AJA

D'après le directeur régional de l'Action sociale des Savanes, Kombaté Damitoti et la directrice de la Coopération et de la Promotion des activités économiques de la femme, Mme Folly-Notsron Dédé Soké, les femmes consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'alimentation et à l'éducation de leurs enfants dans le but d'assurer le bien-être de leurs familles. Ils ont soutenu que l'indépendance économique des femmes est importante, car elle empêche l'exploitation, la féminisation

CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT 2023 :

**DES BILANS A MI-PAROURS PRESENTES AUX ACTEURS
DE LA REGION DES SAVANES**



Les parties prenantes à l'étape de Tône

traditionnelles, les chefs des services déconcentrés de l'Etat, des responsables des Organisations de la société civile (OSC), des organisations de femmes et jeunes intervenant dans le domaine de la protection de l'environnement.

L'objectif est de faire le suivi des opérations de reboisement depuis juin 2023 dans lesdites préfectures, d'identifier les difficultés rencontrées et de proposer des approches de solution. Il s'agit également de définir les stratégies pour entretenir les plants mis en terre et accroître les superficies à reboiser les années à venir.



*Le SG Esso de la préfecture de Tône (habit pagne)
remet du matériel à une coopérative*

végétation.

En marge des bilans, des groupements et coopératives des pépiniéristes ainsi que celles des ramasseuses et transformatrices des produits forestiers non ligneux (Karité, néré) ont bénéficié du matériel de travail en vue de leur permettre d'accroître leurs productions. Le matériel est composé de motos-pompes, des rouleaux d'arrosage, des tuyaux, des bassines en aluminium et en fer, des seaux en plastique, des sacs vides de 100 kg, des ficelles en nylon, des sachets de pépinières grands et petits formats, des tonneaux pour stockage d'eau et des arrosoirs en plastique.

A Tône, le total des plants mis en terre au cours de cette campagne est de 92 248 répartis dans les 4 communes sur une superficie de 378, 27 ha sur un total linéaire de 8,07 km, soit un taux de 11,35 % occupant le 4^{ème} rang dans la région des Savanes.

A Cinkassé, les statistiques en termes de reboisement présentées classent la préfecture au 7^{ème} rang de la région des Savanes. Elle a reboisé 48 410 plants sur une superficie de 72,92 hectares et 1,98 km en linéaire.

Dapaong, 10 nov. (ATOP) – La direction régionale de l'Environnement et des Ressources forestières des Savanes a organisé, le jeudi 9 novembre dans les préfectures de Tône et de Cinkassé, des bilans à mi-parcours de la campagne nationale de reboisement de l'année 2023. Le mercredi 8 novembre, cette évaluation avait eu lieu dans les préfectures de l'Oti et Oti-Sud.

Ces rencontres ont regroupé des autorités préfectorales, municipales, traditionnelles, les chefs des services déconcentrés de l'Etat, des responsables des Organisations de la société civile (OSC), des organisations de femmes et jeunes intervenant dans le domaine de la protection de l'environnement.

L'objectif est de faire le suivi des opérations de reboisement depuis juin 2023 dans lesdites préfectures, d'identifier les difficultés rencontrées et de proposer des approches de solution. Il s'agit également de définir les stratégies pour entretenir les plants mis en terre et accroître les superficies à reboiser les années à venir.

Au cours des travaux, les participants ont échangé sur la mobilisation de cette année, la disponibilité des plants offerts par les directions préfectorales de l'Environnement et l'apport des organisations de la société civile et des particuliers dans la protection de l'environnement dans ces préfectures. Ils ont aussi relevé les difficultés rencontrées liées à la mobilisation des superficies à reboiser et au non déclaration de certaines superficies reboisées par les privés, à la gestion du pastoralisme et des feux de

Dans l'Oti, il découle de la présentation que cette préfecture a reboisé 208.810 plants sur une superficie de 323,09 hectares occupant la première place sur les sept préfectures de la région des Savanes. Dans cette préfecture l'ODEF seul a mis en terre 81195 plants.

Dans l'Oti-Sud, le nombre total de plants mis en terre s'élève à 114761 espèces végétales sur une superficie de 88,25 hectares s'adjudant de la 3^e place dans la région.



Sortie de terrain à Cinkassé

A l'issue des échanges, les délégations conduites par le directeur régional de l'Environnement et des Ressources forestières des Savanes, Nambiéma Aboudoulaye, se sont rendues sur des sites reboisés pour constater l'évolution des plants mis en terre. M. Nambiéma a demandé aux acteurs de redoubler d'effort pour l'atteinte de la vision du chef de l'Etat, notamment la mise en terre d'un milliard de plants d'ici 2030. Il a fait savoir qu'il reste à résoudre le problème

de la divagation des animaux, l'entretien des plants et l'apport en eau.

Auparavant, les autorités locales avaient exprimé leurs remerciements au ministère de l'Environnement et des ressources forestières pour cette initiative qui a permis à chacun d'apporter sa contribution pour la réussite de cette campagne. Les autorités ont exhorté la population à entretenir ces plants pour que les résultats de cette année soient meilleurs. ATOP/BBG/GMM

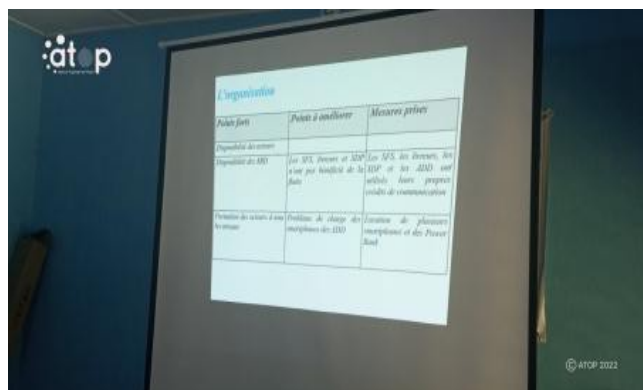
DOUFELGOU/ CAMPAGNE MID 2023 :

LE CLO TIEN SA DERNIERE REUNION DE FIN D'ACTIVITES INHERENTES

Niamtougou, 10 nov. (ATOP) - Le Comité local d'organisation (CLO) de la campagne de distribution des Moustiquaires à imprégnation durable (MID) de la préfecture de Doufelgou, a tenu, le jeudi 9 novembre à Niamtougou, sa dernière réunion bilan de la campagne de dénombrement et de distribution des MID 2023 dans le district sanitaire de ladite préfecture.



Les participants suivant le bilan...



...en mode projection

Cette réunion bilan a permis aux participants de rappeler la mission des membres du CLO avant, pendant et après la campagne ; de faire le bilan des stratégies mises en œuvre pour la réussite de cette campagne, de partager les résultats atteints, les points forts et ceux à améliorer, puis de capitaliser les leçons apprises.

A l'instar des autres districts sur le territoire national, le district sanitaire de Doufelgou a organisé cette campagne du 9 au 20 octobre. Le bilan présenté au terme de cette campagne dans ce district montre des résultats satisfaisants. Sur 22437 ménages

planifiés, 24186 ménages ont été dénombrés soit un taux de couverture de 108% de ménages ; 92022 habitants ont été planifiés mais la population dénombrée s'élève à 100233 habitants, soit un taux de 109%. Le district a reçu au total 60850 MID et en a distribué 59319 selon le nombre des personnes dénombrées par ménage, soit un taux de réalisation de 97% de MID distribuées, avec un ratio de 1,7 personne par MID.

Le bilan révèle également que, la disponibilité des acteurs et leur formation à tous les niveaux, la dotation des mégaphones aux formations sanitaires, le dynamisme des membres du CLO, l'adhésion massive de la communauté et la disponibilité des spots publicitaires des messages de la campagne dans les langues locales, ainsi que la bonne fonctionnalité et la facile manipulation de l'application DHIS2 et la location des smartphones aux agents distributeurs, sont autant de facteurs qui ont contribué au bon déroulement de la campagne dans ce district sanitaire.

En dépit du succès, certaines difficultés sont à relever notamment l'accès difficile à certaines localités à cause des intempéries naturelles, la distanciation des ménages, le problème de recharge des smartphones et le non accès à la flotte par certains acteurs.

Par rapport aux leçons apprises, l'on capitalise, entre autres, le travail en équipe et la synergie des acteurs, l'implication d'autres secteurs, la mise en place du CLO et la digitalisation de toute la campagne.

Le préfet de Doufelgou, Zato Kourah, président du CLO a félicité tous les acteurs pour leur implication à tous les niveaux. Il a invité les agents de santé communautaire à continuer par faire des suivis pour s'assurer que les ménages accrochent bien leurs MID et dorment sous les moustiquaires.

Le représentant du directeur préfectoral de la Santé de Doufelgou, l'assistant médical chargé de la lutte contre le paludisme, Koudaya Kossi Tépéli a indiqué que la campagne de distribution de MID digitalisée a été une réussite dans l'ensemble, grâce aux efforts conjugués de tous les acteurs impliqués. « Les défis restent l'accrochage et l'utilisation correcte de ces MID par les ménages afin de réduire considérablement l'incidence du paludisme dans nos communautés. Nous veillerons à ce que la majorité dorme sous les MID », a-t-il rassuré.

ATOP/SG/BA

HAHO/ SANTE :

UNE CAMPAGNE MEDICALE GRATUITE A KPEDJI

Notsé, 10 nov. (ATOP) –Une campagne médicale gratuite de prise en compte de diverses pathologies s'est déroulée le mercredi 08 novembre à Kpédji dans la commune de Haho 3.

Organisée par l'ONG Humanity First Togo à travers Humanty First international en collaboration avec la direction préfectorale de la santé Haho avec l'appui technique et financier Humanity First Allemand. Cette action se situe dans le cadre de ses activités annuelles. L'objectif est de contribuer à l'amélioration du bien-être des populations rurales en matière de la santé.

Au cours de cette campagne, des populations ont bénéficié gratuitement des consultations médicales et des produits pharmaceutiques. Des cas de cataracte ont été enregistrés pour des opérations pour subir des opérations plus tard. L'occasion a



Consultation médicale d'une patiente

également permis de sensibiliser les populations sur l'importance du sport, de l'hygiène, l'assainissement et la consommation d'eau potable pour maintenir une bonne santé.

Le secrétaire général de la préfecture de Haho, Assila Koumédjina Komla et le directeur préfectoral de la santé Haho, Atkpé Bayakisim Somiyéabalo ont remercié l'ONG Humanity First Togo pour cette action au profit des populations. Ils ont souligné que ce projet de santé s'inscrit dans la droite ligne de la politique de la santé pour tous prônée par le gouvernement.

Le président Humanity First Togo, Djinadou Souleyma et le missionnaire régional Ahmed Shakeel ont assisté à cette campagne. ATOP/TM/BV

NOUVELLES DE L'ETRANGER

MALI :

OUVERTURE À BAMAKO DU PREMIER FORUM CLIMAT, PAIX ET SÉCURITÉ DANS LE SAHEL

BAMAKO, (Xinhua) -- Le premier Forum climat, paix et sécurité dans le Sahel s'est ouvert jeudi à Bamako sous le thème "Renforcer la sécurité climatique au Sahel".

D'une durée de trois jours, cet événement regroupant des acteurs du climat et de la sécurité a pour objectif d'apporter des réponses en termes de gestion des conflits, d'adaptation et de sensibilisation autour de la problématique du climat.

Il s'agit de joindre les efforts pour "renforcer l'intégration des solutions climatiques dans la politique publique et gouvernementale", a expliqué à l'ouverture des travaux le ministre malien de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Mamadou Samaké.

Cette rencontre vise également à offrir aux participants "une plateforme de discussions sur la prévention et la gestion des conflits, la gestion durable des ressources naturelles, les mesures d'adaptation aux changements climatiques et les mécanismes de consolidation de la paix et de la cohésion sociale", a-t-il ajouté.

Selon M. Samaké, près de 350 millions de personnes sont confrontées à une crise sécuritaire aggravée par l'impact du changement climatique dans la zone du Sahel.

"Le Sahel en paix, stable et prospère, nous y travaillons ardemment. Et nous sommes prêts à travailler en partenariat avec nos frères des pays voisins, nos amis internationaux et tous ceux qui partagent notre vision à travers notre nouvelle réorientation des relations de coopération, conformément à l'article 34 de la Constitution qui dispose que l'action publique est guidée par les principes fondés sur le respect de la souveraineté de l'Etat, des choix souverains et la défense des intérêts du peuple", a, de son côté, souligné le Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga
XINHUA

BÉNIN :

L'ARMÉE MÈNE PLUSIEURS OPÉRATIONS DANS LE NORD DU PAYS

Cotonou, (RFI) - Les forces de défense et de sécurité du Bénin ont mené plusieurs opérations offensives contre les groupes armés ces dernières semaines dans le nord du pays. Plusieurs individus armés non identifiés ont été neutralisés.

Le jeudi 9 novembre à l'aube, l'armée béninoise a neutralisé un terroriste à proximité d'une de ses positions à Porga. Il était soupçonné d'être en repérage pour son

groupe. Des sources bien informées signalent plusieurs interventions du genre ces quinze derniers jours. A Kompa, Boifo et Karani, zones où sévissent les groupes armés, nous sommes du côté des frontières du Niger et du Burkina Faso.

Posture offensive

L'armée ne communique pas de bilan sur le nombre de terroristes éliminés, mais il y en a eu à chaque opération. Du matériel abandonné a été également saisi dans une localité où l'ennemi avait séjourné, selon nos sources. Les FDS sont aujourd'hui dans une posture offensive. C'est la nouvelle stratégie, le commandement de l'opération Mirador s'équipe, multiplie ses positions, renforce le renseignement et va chercher l'ennemi là où il se cache, car la menace existe toujours.

La dernière publication du Granit est en ligne. Le Groupe régional d'analyse intersectorielle fait un travail de veille autour de la situation sécuritaire dans quatre pays côtiers d'Afrique de l'ouest, sous la direction de plusieurs organisations internationales (dont Ocha et l'OIM). Le document publié cette semaine concerne la situation dans le nord du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire pour les mois d'août et septembre. Il note une hausse du nombre d'incidents sécuritaires par rapport aux deux mois précédents, qui est jugée « cohérente avec les fluctuations enregistrées jusqu'à présent dans la région ».

C'est dans le nord du Bénin que le Granit relève le plus grand nombre d'incidents sécuritaires en août et septembre. Des violences d'individus armés contre des civils et des affrontements avec les forces de sécurité en majorité, dans le département de l'Alibori, plus que dans l'Atakora, plus à l'ouest, contrairement aux observations précédentes.

Augmentation du vol de bétail

Le document note que peu d'attaques sont rapportées dans le nord du Togo depuis mars dernier, même si leur bilan est souvent élevé. Un seul incident enregistré en août et septembre. Mais en raison du contexte sécuritaire, la région des Savanes compte environ 4 200 ménages déplacés, selon des chiffres de l'OIM.

Au Ghana voisin, les incidents violents attribués à des groupes armés ont fait au moins onze morts civils, sur les deux mois étudiés après une accalmie les deux mois précédents. Le groupe d'analyse met en avant une embuscade contre un bus, dans la région de l'Upper East, dont les motivations et le mode opératoire restent à éclaircir. Aucun incident sécuritaire n'a été rapporté dans le nord de la Côte d'Ivoire, pour cette même période. Le Groupe d'analyse note enfin une augmentation du vol de bétail dans tous les espaces frontaliers entre Etats sahéliens et côtiers.

RFI

MADAGASCAR :

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DEMANDE LA SUSPENSION DE LA PRÉSIDENTIELLE

Antananarivo, (RFI) - La présidente de l'Assemblée nationale a demandé ce jeudi la suspension du processus électoral à moins de sept jours du premier tour de la présidentielle. Une déclaration faite en concertation avec le FFKM, le conseil œcuménique des Églises chrétiennes, à l'issue d'une médiation de plusieurs jours qui intervient après une semaine de fortes tensions et de violences à l'endroit des manifestants de l'opposition.

Dans sa déclaration lue à la presse ce jeudi soir, Christine Razanamahasoa, a demandé « *la suspension de l'élection présidentielle prévue le 16 novembre prochain ainsi que la suspension de la campagne électorale et de toutes les manifestations publiques* ». Le but ? Permettre un vrai dialogue et rechercher une solution acceptée de tous.

Cette annonce fait écho à la demande d'annulation de l'élection signée ce matin par près de 60 organisations de la société civile et de syndicats.

La déclaration de l'ancienne alliée politique d'Andry Rajoelina, président sortant et candidat à sa propre succession, devrait en tout cas ravir le collectif des 10 candidats qui a toujours refusé d'entrer en campagne, estimant que les conditions pour une élection « *démocratique et transparente* » n'étaient pas réunies.

Cette prise de position marque un nouveau tournant dans sa relation avec le parti majoritaire IRD. En décembre dernier, l'épisode de la notion de censure contre le gouvernement Ntsay avait déjà marqué la rupture entre le président de la République et la cheffe de l'Assemblée nationale.

Une rupture consommée depuis. Il y a trois semaines, lors de l'ouverture de la session ordinaire, la présidente qui disait écouter la voix du peuple avait alors affirmé que le pays « était dans l'impasse ». Une déclaration perçue comme un désaveu total du gouvernement collégial, qui a toujours, lui, refusé de parler de crise électorale.

Mais quel poids aura cette déclaration politique ? Pour rappel, la suspension d'une élection présidentielle n'est pas prévue dans la loi malgache. Pour être effective, cette demande devra attendre un accord du gouvernement. Le mois dernier, ce dernier avait accepté, sur ordre de la HCC, le report d'une semaine du premier tour de l'élection.

La présidente de la chambre basse a invité tous les acteurs électoraux à une rencontre demain à 9h à l'Assemblée nationale.

RFI

AFRIQUE DU SUD :

UN HOMME CONDAMNÉ POUR LE MEURTRE D'UN MILITANT ANTI-APARTHEID EN 1989

Johannesbourg, (RFI) - En Afrique du Sud, plus de 30 ans après la fin de l'apartheid, la justice continue de se pencher sur des dossiers de l'époque. Un homme, qui avait prêté ses services à la police du régime ségrégationniste, a été condamné jeudi pour le meurtre, en 1989, d'un jeune militant dans la région de Durban. En bouclant cette affaire, la justice sud-africaine se rapproche un peu de son but de ne pas laisser, même des décennies plus tard, les crimes de l'apartheid impunis.

La cour de Durban a condamné cet homme à dix ans de prison pour avoir fait partie d'une équipe qui, en 1989, a assassiné, par balles, un jeune homme alors âgé de 17 ans. La victime, Sipehelele Nxumalo était une de leurs connaissances et militait à l'époque pour le Front Démocratique Uni (UDF), une organisation anti-apartheid rassemblant la société civile. On ignore pour l'instant si l'accusé de 52 ans entend faire appel, ayant plaidé non coupable.

La National Prosecution Agency (NPA), soit le parquet sud-africain, s'est lancée ces dernières années dans une course contre-la-montre, pour tenter de boucler les dossiers qui remontent à l'apartheid. En effet, les personnes qui n'étaient pas venues confesser leurs crimes devant la Commission vérité et réconciliation à partir de 1996, n'ont pas pu bénéficier d'une amnistie, et aurait donc dû être poursuivi devant les tribunaux. Mais depuis la remise des conclusions de la commission, en 2003, les procédures ont longtemps trainé, et certains suspects sont, entre-temps, décédés.

Ces dernières années, la NPA tente de rattraper son retard et affirme travailler en ce moment sur plus de 130 affaires.

RFI

SPORTS

LA CAF, RAVIE DE REPRENDRE SON PARTENARIAT AVEC BEIN

Le Caire (Cafonline)-La Confédération Africaine de Football ("CAF") a le plaisir d'annoncer la reprise de son partenariat avec beIN après que les parties sont parvenues à un accord sur les questions qui étaient en litige.

beIN et la CAF ont mené des discussions qui ont abouti au rétablissement d'un partenariat mutuellement bénéfique entre les parties.

Le Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, a déclaré : "La CAF est profondément engagée à promouvoir et à faire avancer les intérêts de tous ses sponsors et partenaires et à construire des relations mutuellement bénéfiques avec eux et avec toutes nos parties prenantes. L'adhésion à la bonne gouvernance, à l'éthique et aux meilleures pratiques mondiales est une partie essentielle et cruciale de la culture et de la manière dont la CAF opère et conduit ses affaires. Pour que le football en Afrique soit compétitif au niveau mondial et autonome, la qualité du football africain doit être de classe mondiale et attrayante pour les spectateurs, les sponsors et les partenaires.

Des ressources financières significatives sont également nécessaires pour les investissements dans les académies de jeunes, les clubs de football, les équipes nationales, les associations membres de la CAF, les stades et autres infrastructures et installations de football. La CAF se réjouit de son partenariat avec beIN et s'engage à développer et à étendre cette relation au bénéfice des deux parties". Cafonline

JEUX PARALYMPIQUES 2024:

UN PARCOURS DE 12 FLAMMES EN FRANCE APRÈS UN DÉPART D'ANGLETERRE

Paris (RFI)-À moins de 10 mois des Jeux paralympiques de Paris, le parcours de la flamme a été dévoilé ce vendredi 10 novembre, avec un départ d'Angleterre, un passage par le tunnel sous la Manche et des allumages simultanés à travers à une cinquantaine de villes.

292 ! C'est le nombre de jours qui restent avant le coup d'envoi des Jeux Paralympiques de Paris 2024. Comme pour les Jeux Olympiques, les 12 jours de compétition seront symboliquement ouverts par l'allumage d'une vasque par une flamme amenée à l'issue d'un parcours révélé ce vendredi 10 novembre au siège du Comité d'organisation.

Durée ramassée, mais parcours éclaté pour le cheminement de la torche qui sera portée et accompagnée par 1000 personnes (800 à titre individuel et 200 au sein de relais collectifs), sur un total de seulement 4 jours, du 25 au 28 août.

LE SYMBOLE STOKE MANDEVILLE

Comme pour les JO à Olympie, en Grèce, il y a un point de départ obligé. ce sera Stoke Mandeville, dans la banlieue de Londres, considéré comme le berceau du paralympisme, là où avait été créé en 1948 la toute première compétition pour les handicapés et mutilés de la Seconde guerre mondiale. La flamme y sera allumée à la mi-août, mais c'est le tunnel sous la Manche qui marquera symboliquement le début de l'événement, avec une cérémonie de passation le 25, au point médian de l'ouvrage, entre 24 relayeurs britanniques et 24 français. La torche terminera sa première journée à Calais.

C'est à partir de là que la flamme va se démultiplier et se subdiviser en 12 flammes. L'originale continue sa route vers Paris, les 11 autres apparaîtront le 26 août dans des villes côtières ou de départements frontaliers de l'Hexagone (Lorient, Montpellier, Antibes ou encore Strasbourg). Les flammes remonteront vers la capitale avec, dans la plupart des cas, une seule étape dans la journée, choisie pour son engagement en faveur du sport ou de l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Une cinquantaine de localités seront traversées. Toutes les flammes seront en Ile-de-France le 27 août pour un dernier périple régional, avant un tour d'honneur dans Paris le 28 et son arrivée sur la place de la Concorde pour la cérémonie d'ouverture. Les modalités du parcours et les capitaines du relais sont les mêmes que pour les Jeux Olympiques. La torche changera de porteur tous les 200 m et le public aura peut-être à nouveau l'occasion d'apercevoir, flamme à la main, Florent et Laure Manaudou ainsi que la para-triatlète Mona Francis et Dimitri Pavadé, médaillé d'argent à la longueur aux Jeux Paralympiques de Tokyo. RFI

JO 2024:

À PARIS, PLEINS FEUX SUR LES SPORTS ISSUS DES CULTURES URBAINES

Paris (RFI)-À l'occasion des JO 2024 à Paris, une nouvelle exposition ouvre ses portes début décembre aux pieds de la tour Eiffel : SPOT24. Une collaboration entre l'office du tourisme *Paris Je T'aime* et le Musée olympique de Lausanne en Suisse. L'objectif: valoriser les cultures urbaines, le skate, le surf ou encore le BMX freestyle. Des disciplines au programme des Jeux, qui ont une histoire particulière.

Aux Jeux olympiques, il y a du skate, mais au départ, comme les autres nouvelles disciplines dites urbaines, ce n'était même pas un sport. C'est plutôt un mode de vie, né dans les années 1950, en Californie, pour surfer en dehors de l'eau, dans la rue. La première planche est rudimentaire, du bois et quatre roues en métal. Et puis, rapidement, dans les jardins, les piscines vides deviennent de parfaits terrains de jeu, et accessoirement les premiers skateparks.

La première compétition a lieu en 1963 en Californie, berceau de la discipline. Faire du skate ce n'est pas seulement avoir les pieds sur une planche, c'est aussi un avoir un style vestimentaire, les bonnes musiques dans sa playlist...

« DÉLIRE ENTRE POTES, AUJOURD'HUI SPORT OLYMPIQUE »

Et depuis 2021, c'est une discipline olympique. C'est ce chemin parcouru que SPOT24 retrace et célèbre. Là-bas, on trouve par exemple une fresque de skates de toutes les époques, et un mobilier en bois qui rappelle les éléments d'un skatepark.

Avec le skate, le BMX freestyle entre aux JO de Tokyo, une discipline, elle aussi, née dans la rue, dans les années 1970. Une pratique qui consiste à enchaîner les figures et les sauts sur un petit vélo. En France, Alain Massabova est un des pionniers : « *Quand le BMX est arrivé, c'était un délire, une passion, une activité entre potes, mais ce n'était pas encore un sport.* » Il se remémore alors ses débuts, pleins de galères et de débrouillardise : « *On avait même un toboggan en terre qui nous servait de rampe. Et aujourd'hui, c'est un sport olympique ! On a vraiment connu toute l'aventure, du début à la fin, on a réussi notre pari !* »

STRATÉGIE DE RAJEUNISSEMENT POUR LES JO

Un pari aussi pour les Jeux olympiques, qui se donnent un coup de jeune avec ces sports urbains. D'ailleurs, tout le monde n'est pas ravi, car pour certains, il s'agit de disciplines sans esprit de compétition, alors pas besoin de participer aux JO. « *On dit souvent que les JO ont plus besoin du skate que l'inverse* », explique Remy Walter, fondateur de Paris Skate Culture, « *les compétitions n'ont pas vraiment la cote dans le skate, on a de très grands noms qui ne participent à aucune d'entre elles !* »

D'autre voient l'entrée aux JO comme une reconnaissance. Quoi qu'il en soit, cette nouvelle étiquette « olympique » crée des situations assez inattendues. Avec des platines de DJ exposées à SPOT24; celles de DJ Jo : « *Ce sont mes fameuses platines, que ma mère m'a achetées il y a très longtemps (rires) ! Jamais je n'aurais pensé en arriver là. Je ne réalise pas bien. Là, c'est moi sur la photo, ça me fait très plaisir en tout cas.* »

Le Breaking, dance urbaine, c'est le petit nouveau des JO, il fait son entrée à Paris 2024. Toute sa vie, DJ Jo a accompagné ses amis danseurs avec ses platines : « *J'ai d'ailleurs moi-même dansé avant de me mettre à la musique* ». Alors, maintenant que le Breaking est aux JO, ce sport apporte avec lui toute sa culture hip-hop. RFI

Copyright, ATOP. Tous droits réservés